



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Rentrée 2019 : l'école en manque de postes**

La répartition académie par académie des postes créés pour la rentrée 2019 a été dévoilée par le ministère de l'Éducation nationale, avec zéro moyen supplémentaire pour plus d'un tiers d'entre elles.

Les 2 325 postes distribués ne permettront pas d'assurer les mesures de dédoublement des CE1 en REP et REP+ qui en consommeraient 4 000, ni celles de l'instruction obligatoire dès 3 ans qui en nécessiteraient 1 000. Autant de moyens qu'il faudra donc, comme l'an passé, trouver ailleurs. En finir définitivement avec le « Plus de maîtres » par exemple, fermer aussi dans le rural, en maternelle, tout en chargeant un peu plus les autres classes.

Avec treize académies qui affichent un zéro pointé en termes de moyens supplémentaires, dans de très nombreux départements les dotations seront donc négatives et les cartes scolaires à venir s'annoncent redoutables...

Impossible donc d'abaisser les effectifs dans toutes les classes avec cette dotation. Car si le taux d'encadrement baisse ce n'est qu'un effet mécanique en lien avec les classes à 12 élèves en éducation prioritaire. En effet, la France compte toujours bien plus d'élèves par classe que la moyenne des pays de l'OCDE qui est à 21. 104 000 classes comptent même plus de 25 élèves.

Impossible également de couvrir tous les besoins en termes de remplacement, de Rased, de formation continue...

La rentrée 2019 ne devrait donc voir aucune amélioration globale des conditions d'exercice des enseignants ni des conditions d'apprentissages des élèves dans les écoles.

De surcroît, la réduction du nombre de stagiaires, qui participe d'une politique de suppressions d'emplois dans l'ensemble de la Fonction publique, est un mauvais signal envoyé alors que le métier souffre déjà de difficulté à être attractif. C'est une manière d'entériner le recours aux contractuels alors que l'exigence du métier suppose des personnels formés.

La question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Cette dotation montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin.

Revoir cette politique budgétaire et éducative, combattre les inégalités scolaires, c'est ce que le SNUipp-FSU continuera à revendiquer, aux côtés des enseignants, notamment dans les mobilisations à venir lors des opérations de carte scolaire.

**Paris, le 20 décembre 2018**